

France 2030 : présentation des premiers lauréats du volet spatial et signature du contrat d'objectifs et de performance du CNES



L'émergence du New Space français fait apparaître une grande diversité d'acteurs. En alliant les compétences des laboratoires de recherche, l'expérience des industriels établis et l'inventivité des start-ups, la France doit réussir le défi des nouvelles frontières du spatial. Les priorités et les axes stratégiques du volet spatial sont ainsi le produit d'une très large concertation de l'écosystème national. Un changement de paradigme est opéré avec France 2030 : afin d'assurer le positionnement futur de la filière française sur des marchés en croissance, la prise de risque, le caractère incitatif du soutien public aux projets sélectionnés et les perspectives de marché seront les critères clés pour la sélection des projets. En outre, France 2030 permettra de renforcer la souveraineté et l'autonomie stratégique de la France. Afin de tenir ces objectifs, le CNES et Bpifrance opéreront pour le compte de l'État le volet spatial de France 2030 par une intervention complémentaire répartie entre aides d'État (appels à projets opérés par Bpifrance) et commande publique (appels d'offres opérés par le CNES).

Les ambassadeurs de France 2030 ont pu éclairer ces priorités au regard des enjeux internationaux qui font de l'espace un nouveau lieu de compétition entre

puissances spatiales et entreprises issues du numérique. Par leur expérience et leur connaissance du secteur, ils ont permis d'élargir les travaux aux enjeux transversaux tels que la cybersécurité, l'industrialisation et le passage à l'échelle de la production spatiale ou encore la formation. Leurs contributions sur la convergence entre le numérique et le domaine spatial qui bouleverse les chaînes de valeur traditionnelles permettent de dimensionner les prochains soutiens.

Les premiers résultats sont prometteurs : **7 dispositifs lancés, 34 projets candidats et 15 lauréats d'ores et déjà sélectionnés représentant un engagement au titre de France 2030 de plus de 65 M€ .**

L'État accélère en annonçant le lancement de deux nouveaux dispositifs :

- Un appel d'offres opéré par le CNES pour valoriser les données spatiales dans le cadre de la surveillance maritime.
- [Un appel à projets opéré par Bpifrance pour soutenir le développement et l'industrialisation de constellations de satellites et de leurs technologies.](#) Ce nouvel appel à projets témoigne de l'ambition française de transformation de l'infrastructure spatiale qui est à l'œuvre, ambition partagée avec la Commission européenne dans sa proposition visant à déployer une constellation de connectivité sécurisée.

Signature du nouveau contrat d'objectifs et de performance (COP) du CNES

Enfin, la réunion a également été l'occasion pour les ministres de signer le nouveau contrat d'objectifs et de performance (COP) du CNES pour la période 2022-2025. Il s'inscrit dans la dynamique d'évolution du secteur spatial et des orientations voulues par l'État : une ambition renouvelée de la politique spatiale fixée par le président de la République lors de son discours à Toulouse en février dernier, le renforcement de la politique industrielle, l'ouverture aux acteurs émergents ainsi qu'une programmation plus agile. L'État apporte au CNES la sécurité budgétaire prévue par la loi de programmation de la recherche pour mener à bien ses missions.

Ces orientations se traduisent par quatre piliers pour la conduite du CNES :

contribuer au développement du secteur spatial comme vecteur de croissance économique, en favorisant la compétitivité industrielle et l'émergence d'un nouvel écosystème ; maintenir et développer l'autonomie stratégique de la France et de l'Europe ; entretenir l'excellence scientifique du secteur spatial français et amplifier son rayonnement ; enfin, rester à l'avant-garde du développement durable du spatial.

Croisant les enjeux de recherche et de défense, mais aussi de technologies spatiales, d'évolution du climat, d'exploration de l'Univers et d'applications sur Terre, le CNES porte l'excellence de la filière spatiale française depuis plus de 60 ans. A travers ce COP, l'État réaffirme la vocation du CNES et renouvelle sa confiance à l'agence spatiale française.

Le président de la République et la Première ministre ont défini lors des discours de Toulouse et du congrès international d'astronautique à Paris une stratégie spatiale claire : la France doit rester à la pointe de la conquête économique et scientifique de l'espace. Nous la mettons en œuvre aujourd'hui avec la signature du contrat d'objectifs et de performance du CNES et l'annonce des 15 premiers lauréats du volet spatial de France 2030.

Bruno Le Maire

L'innovation dans le spatial est primordiale pour le ministère des Armées. En accompagnant nos industriels pour qu'ils restent au meilleur niveau mondial et en favorisant la structuration du New Space français, France 2030 et le CNES jouent un rôle majeur pour notre souveraineté et pour les capacités de nos Armées.

Sébastien Lecornu

La France est avec l'Europe un acteur majeur du spatial sur le plan international. Je me réjouis des opportunités de projets collaboratifs qu'offre ce programme France 2030, associant acteurs de la recherche, acteurs industriels émergents et acteurs historiques afin d'amplifier le potentiel d'innovation de la filière spatiale française.

Sylvie Retailleau